

**ACCORD-CADRE N° 25A06 EN GROUPEMENT DE COMMANDES
PORTANT SUR DES PRESTATIONS DE TRAITEURS ET DE
FOURNITURE DE BOISSONS EN EMBALLAGE CONSIGNÉ**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Accord-cadre passé en application du Code de la Commande Publique (notamment ses articles L2123-1 et R2123-1-3°, R2162-1 à R2162-14)

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2 – GROUPEMENT DE COMMANDES	4
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE 4 – CHAMPS D'EXCLUSION.....	5
4.1 – Exclusions générales.....	5
4.2 – Cas exceptionnel de recours à un autre titulaire du présent accord-cadre.....	6
4.2.1 – Cas de défaillance d'un titulaire	6
4.2.2 – Cas de manifestation nécessitant la livraison de prestations de lots différents	6
4.3 – Cas exceptionnel de recours à un prestataire non titulaire d'un lot du présent accord-cadre	6
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
5.1 – Documents contractuels de chaque accord-cadre.....	6
5.2 – Documents contractuels des marchés subséquents conclus sur la base de chaque accord-cadre	7
5.3 – Stipulations communes aux articles 5.1 et 5.2 du présent CCAP	7
ARTICLE 6 – MONTANTS ESTIMATIFS ET MAXIMUMS DES LOTS DONNANT LIEU A LA CONCLUSION D'UN ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 7 – FORME DES ACCORDS-CADRES (LOTS 1 à 6)	8
7.1 - Dispositions communes aux lots n°1 à 6	8
7.2 - Dispositions spécifiques aux lots n°1 et 2.....	9
7.3 - Dispositions spécifiques aux lots n°3 et 4.....	9
7.4 - Dispositions spécifiques aux lots n°5 et 6.....	9
ARTICLE 8 – FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS (LOTS 5 ET 6)	10
8.1 – Modalités de remise en concurrence	10
8.2 – Critères d'analyse des offres	10
8.3 – Notification aux titulaires.....	10
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU LOT n°7.....	11
ARTICLE 10 – DUREE DES ACCORDS-CADRES.....	11
ARTICLE 11 – DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS (LOTS 1 à 6)	11
11.1 - Délais de commande - modification - annulation	11
11.1.1 - Délais de prévenance.....	11
11.1.2 - Délais de modification	12
11.1.3 - Conditions d'annulation	12
11.2 - Délais de livraison pour les lots n°1 à 6	13
11.2.1 - Délais de base	13
11.2.2 - Prolongation des délais	13
ARTICLE 12 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
12.1 - Vérifications	13
12.2 - Décision après vérification	14
ARTICLE 13 – AVANCE	14
ARTICLE 14 – CLAUSES DE REEXAMEN	14
14.1 - Evolutions du bordereau des prix unitaires.....	14
14.2 - Circonstances exceptionnelles d'exécution	15
ARTICLE 15 – PRIX DES PRESTATIONS	15
15.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	15
15.1.1 - Caractéristiques des prix pour les lots n°1 et 2	16

15.1.2 - Caractéristiques des prix pour les lots n°3 et 4	16
15.1.3 - Caractéristiques des prix pour les lots n°5 et 6	16
15.1.4 - Caractéristiques des prix pour le lot n°7	17
15.2 - Modalités de variation des prix.....	18
15.2.1 – Modalités de variation des prix pour les lots n°1 à 6	18
15.2.2 – Modalités de variation des prix pour le lot n°7	18
15.3 - La clause limitative dite « de sauvegarde »	19
ARTICLE 16 – PLAN DE PROGRES ET STATISTIQUES.....	20
16.1 – Plan de progrès.....	20
16.2 – Statistiques	20
ARTICLE 17 – ASSURANCES.....	21
ARTICLE 18 – DEMANDE DE PAIEMENT	21
18.1 - Demande de paiement concernant l'Université de Lorraine.....	21
18.2 - Demande de paiement concernant le CNRS.....	22
ARTICLE 19 – MODE DE REGLEMENT	23
ARTICLE 20 – SOUS-TRAITANCE.....	23
ARTICLE 21 – PENALITES.....	23
21.1 - Pénalités pour retard d'exécution (lots n°1 à 6)	23
21.2 - Pénalités pour refus de réaliser une prestation conforme au CCTP et aux délais de prévenance sans justificatif de l'impossibilité (lots n°1 à 7)	23
21.3 - Pénalités pour non-respect des prestations demandées (lots n°1 à 6).....	24
21.4 - Pénalités pour non-conformité des matériels mis à disposition (lots n°1 à 6).....	24
21.5 - Pénalités pour absence de renouvellement des menus ou liste de mets (lots n°1 à 6)	24
21.6 - Pénalités pour absence d'AFFICHAGE DES ALLERGENES (lots n°1 à 6)	24
21.7 - Pénalités pour défaut de qualité (lots n°1 à 7)	24
21.8 - Pénalités pour retard dans la transmission des statistiques (lots n°1 à 7).....	24
21.9 - Pénalités pour retard de livraison (lots n°7)	24
ARTICLE 22 – DROIT ET LANGUE	24
ARTICLE 23 – CLAUSES COMPLEMENTAIRES	25
23.1 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail – protection de l'environnement	25
23.2 - Clause de confidentialité	25
23.3 – Dispositions en matière de protection des données personnelles	25
ARTICLE 24 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	26
24.1 - Généralités.....	26
24.2 - Modifications mineures.....	26
24.3 - Modifications majeures.....	26
ARTICLE 25 – RESILIATION	26
ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	26

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'objet du présent accord-cadre est de répondre aux besoins des établissements membres du groupement en matière de fourniture de prestations de traiteurs avec ou sans service, ainsi que de la fourniture de boissons en emballage consigné.

Relèvent de l'objet de cet accord-cadre, les prestations concernant, les paniers-repas, les plateaux repas, les buffets froids et/ou chauds, cocktails, repas assis froids et/ou chauds, la fourniture de matériels standards (*couverts, assiettes, serviettes, nappage, etc.*), avec ou sans personnel de service, ainsi que la location de matériels complémentaires et de mobilier (*particulièrement pour les lots 5 et 6*), la décoration, les boissons avec et sans alcool, et la fourniture de boissons en emballage consigné.

ARTICLE 2 – GROUPEMENT DE COMMANDES

Le présent marché est passé pour le compte d'établissements réunis en groupement de commande conformément à l'article L.2113-6 du code de la commande publique.

Sont membres de ce groupement :

<i>Désignation des membres du groupement concernés par la procédure</i>	<i>Adresse</i>	<i>Représentant légal</i>	<i>Coordonnées du service en charge du suivi du contrat</i>	<i>N° de TVA intracommunautaire</i>
Centre National de Recherche Scientifique	Délégation Centre-Est du CNRS 17 rue Notre Dame des Pauvres 54519 Vandoeuvre Les Nancy Cedex	Edwige Helmer-Laurent, Déléguée Régionale Centre Est	Pôle Achats 17 rue Notre Dame des Pauvres 54519 Vandoeuvre Cedex Tél : 03 83 85 60 77 ou 03 83 85 60 17 Dr06.liste.achats@cnrs.fr	FR40180089013
Université de Lorraine	34 cours Léopold - CS 25233 - 54052 NANCY Cedex	La présidente de l'université	Direction des achats et des marchés publics Service achats et marchés publics du site de Metz Maison de l'université Ile du Saulcy BP 80794 57012 Metz Cedex Tél : 03 72 74 03 02	FR24130015506

Les membres du groupement sont ci-après désignés par le terme : l'établissement.

Conformément aux dispositions de l'article L2113-7 du Code de la Commande Publique, l'Université de Lorraine est désignée coordonnateur du groupement, et à ce titre, elle prend en charge la préparation et la passation de la procédure.

Au terme de la procédure groupée, chaque membre du groupement signe un contrat avec les titulaires retenus pour le ou les lots concerné(s) et s'assure de leur bonne exécution.

Chaque établissement est donc libre de gérer en totale autonomie le ou les contrats qu'il a notifié(s), notamment pour ce qui concerne leur reconduction ou leur éventuelle résiliation.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Les prestations attendues sont plus spécifiquement décrites lot par lot dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

La décomposition et l'adhésion sont les suivantes :

N° de lot	Intitulé du lot	Adhésion des membres	
		UL	CNRS
1	Paniers-repas à livrer dans l'agglomération nancéienne	OUI	OUI
2	Paniers-repas à livrer dans l'agglomération messine	OUI	OUI
3	Plateaux-repas "standard" et "réception" à livrer dans l'agglomération nancéienne	OUI	OUI
4	Plateaux-repas "standard" et "réception" à livrer dans l'agglomération messine	OUI	OUI
5	Buffets, cocktails et repas assis à livrer dans l'agglomération nancéienne	OUI	OUI
6	Buffets, cocktails et repas assis à livrer dans l'agglomération messine	OUI	OUI
7	Boissons en emballage consigné à livrer dans les agglomérations messine et nancéienne	OUI	OUI

ARTICLE 4 – CHAMPS D'EXCLUSION

4.1 – EXCLUSIONS GENERALES

Sont exclus du présent accord-cadre :

► En ce qui concerne les prestations :

- Les petits-déjeuners et pause-café sur les agglomérations messine et nancéienne.
- Les paniers-repas lorsqu'ils sont commandés pour moins de 10 personnes.
- Les repas pour les organes décisionnels de l'université de Lorraine (Conseil d'Administration...), les événements organisés par le cabinet ou par les vices présidents ou la Direction Générale des Services, les galettes des rois, les barbecues et les repas de services pour les Directions opérationnelles, organisés avec des ressources internes ou fournis par l'INSPE.
- La prestation de barbecue de la délégation régionale du CNRS réalisée par le titulaire du marché de restauration sociale du CNRS.
- Toutes les prestations livrées par l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE) aux composantes de l'Université de Lorraine.
- Les prestations prises auprès des restaurants universitaires, tels que le CROUS.
- Dans les locaux extérieurs à l'établissement lorsque le traiteur est imposé dans la location de la salle.

► En ce qui concerne le périmètre géographique :

- Les prestations sur les sites de Bar Le Duc – Lunéville – Epinal – Saint-Dié-Des-Vosges- Longwy – Thionville-Yutz – Forbach – Sarreguemines et Saint-Avold, en raison du faible montant prévisionnel annuel de ce type de prestations et de l'éloignement géographique ;
- Les sites de l'INSPE de Maxéville et de Metz en raison de leurs capacités de production de restauration.

Il est précisé que l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE) pourrait, en cours d'exécution de l'accord-cadre, renforcer et développer son offre de prestations internes. Cette évolution pourra entraîner une diminution du recours au présent marché.

4.2 – CAS EXCEPTIONNEL DE RECOURS A UN AUTRE TITULAIRE DU PRESENT ACCORD-CADRE

4.2.1 – Cas de défaillance d'un titulaire

Pour les lots n°1 à 6, exceptionnellement, en cas de défaillance, pour cas de force majeure dûment motivé, d'un ou des titulaire(s) d'un lot donné, l'établissement se réserve la possibilité de solliciter un ou des titulaires d'un autre lot du présent accord-cadre. En cas de recours à un autre lot multi-attributaires, l'établissement devra solliciter tous les titulaires de ce lot et sélectionner l'offre économiquement la plus avantageuse sous la forme d'une mise en concurrence expresse.

4.2.2 – Cas de manifestation nécessitant la livraison de prestations de lots différents

Dans le cas de manifestation organisée sur une ou plusieurs journées consécutives nécessitant la livraison de prestations de nature différente (par exemple petit déjeuners, pause-café, buffet), l'établissement se réserve la possibilité de demander au titulaire qui livre la prestation dont le montant est le plus élevé, de livrer également des prestations normalement couvertes par d'autres lots, ou, pour les petits-déjeuners et pause-café, exclus de l'accord-cadre.

Ce choix est justifié par la volonté d'optimiser l'organisation de la manifestation et d'éviter la gestion de la co-activité des prestataires.

A titre d'exemple :

Un colloque est organisé sur une journée avec un besoin de prestation de petits déjeuners d'accueil des participants (montant total de 200€), une pause-café en milieu de matinée (montant total de 100€) et un buffet à midi (montant total de 900€). En l'occurrence, c'est le titulaire qui livre le buffet qui se chargera également de la livraison des prestations de petits déjeuners et de pause-café.

4.3 – CAS EXCEPTIONNEL DE RECOURS A UN PRESTATAIRE NON TITULAIRE D'UN LOT DU PRESENT ACCORD-CADRE

Pour les lots n°1 à 6, exceptionnellement, l'établissement se réserve la possibilité de faire appel ponctuellement à d'autres prestataires de service de traiteurs si les titulaires du présent accord-cadre ne sont pas en mesure de proposer des menus particuliers ou de prendre en compte des régimes alimentaires spécifiques (diabétique, végétarien, sans sel, sans gluten...), ou encore de répondre de manière adéquate à une thématique donnée.

De même, l'établissement se réserve la possibilité de faire appel ponctuellement à des entreprises adaptées, à des établissements et services d'aide par le travail ou organismes assimilés mentionnés à l'article L2113-12 du Code de la Commande Publique, ou à des structures issues de l'économie sociale et solidaire. Il pourra également recourir ponctuellement, dans une démarche de promotion de la formation, à des services de restauration hôtelière dispensés par des établissements d'enseignement, tels que les lycées hôteliers.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

5.1 – DOCUMENTS CONTRACTUELS DE CHAQUE ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, pour chaque lot, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du contrat, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement pour chaque lot et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'établissement fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'établissement fait seul foi ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1^{er} avril 2021) ; désigné « CCAG-FCS » dans le présent CCP ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le cas échéant, le catalogue général remis des boissons, proposé à l'appui de l'offre.

5.2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS DES MARCHES SUBSEQUENTS CONCLUS SUR LA BASE DE CHAQUE ACCORD-CADRE

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du contrat, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre selon leur ordre et spécificités cités à l'article 5.1 du présent CCAP ;
- La demande de chiffrage envoyée par l'établissement ;
- L'offre transmise suite à la demande de chiffrage ;
- Le bon de commande de la composante de l'établissement.

Les marchés subséquents peuvent également prévoir l'ajout d'autres pièces contractuelles. Ces pièces seront listées dans le marché subséquent concerné.

5.3 – STIPULATIONS COMMUNES AUX ARTICLES 5.1 ET 5.2 DU PRESENT CCAP

Les obligations contractuelles définies supra expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Le CCAG-FCS n'est pas joint au présent document, il est réputé connu des entreprises et est disponible au lien suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Sauf approbation expresse du représentant légal de l'établissement ou de son délégataire, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent contrat. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les devis, sur les factures, des conditions figurant dans les documents commerciaux...

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une méconnaissance ou d'une insuffisance d'informations sur le bâtiment, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

ARTICLE 6 – MONTANTS ESTIMATIFS ET MAXIMUMS DES LOTS DONNANT LIEU A LA CONCLUSION D'UN ACCORD-CADRE

Les montants ci-dessous sont communiqués à titre indicatif à partir des montants en euros H.T. observés **annuellement**.

N° du lot	Objet du lot	Montant estimatif par lot et par membre	
		UL	CNRS
1	Paniers-repas à livrer dans l'agglomération nancéienne	35 000	10 000
2	Paniers-repas à livrer dans l'agglomération messine	15 000	2 500
3	Plateaux-repas « standard » et « réception » à livrer dans l'agglomération nancéienne	230 000	15 000
4	Plateaux-repas « standard » et « réception » à livrer dans l'agglomération messine	100 000	2 500

5	Buffets, cocktails et repas assis à livrer dans l'agglomération nancéienne	560 000	65 000
6	Buffets, cocktails et repas assis à livrer dans l'agglomération messine	230 000	4 500
7	Boissons en emballage consigné à livrer dans les agglomérations messine et nancéienne	30 000	8 000

Chaque lot est conclu avec un **maximum en valeur**, au sens des articles R2162-3 et R2162-4 du Code de la Commande Publique.

Les **montants maximums pour la durée du marché** H.T. pour chaque établissement sont les suivants :

N° du lot	Objet du lot	Montant maximum par lot et par membre	
		UL	CNRS
1	Paniers-repas à livrer dans l'agglomération nancéienne	280 000	80 000
2	Paniers-repas à livrer dans l'agglomération messine	120 000	20 000
3	Plateaux-repas « standard » et « réception » à livrer dans l'agglomération nancéienne	1 840 000	120 000
4	Plateaux-repas « standard » et « réception » à livrer dans l'agglomération messine	800 000	20 000
5	Buffets, cocktails et repas assis à livrer dans l'agglomération nancéienne	4 480 000	520 000
6	Buffets, cocktails et repas assis à livrer dans l'agglomération messine	1 840 000	36 000
7	Boissons en emballage consigné à livrer dans les agglomérations messine et nancéienne	240 000	64 000

ARTICLE 7 – FORME DES ACCORDS-CADRES (LOTS 1 A 6)

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre distinct au sens des articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la Commande Publique.

Chaque établissement signe un accord-cadre pour les lots qui le concernent.

7.1 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX LOTS N°1 A 6

Les titulaires sont tenus de répondre à une demande dans le délai identifié par le service émetteur.

Si, dès la phase de sollicitation initiale, le titulaire n'est pas en mesure d'exécuter la prestation, il en informe par écrit et sans délai le service émetteur de la demande.

A contrario, dans le cas où un titulaire ayant répondu positivement à une demande est retenu et informé dans le respect du délai de prévenance avec bon de commande à l'appui, il n'est pas en droit de refuser d'assurer la prestation demandée.

Toutefois, en cas d'extrême urgence, si le titulaire retenu n'est pas en mesure d'exécuter la prestation, il en informe par écrit sans délai le service émetteur.

A défaut de justificatifs attestant de son impossibilité, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, la pénalité définie à l'article 21.2 du présent CCAP.

En cas d'impossibilités injustifiées et répétées, l'établissement se réserve la possibilité également de résilier le marché pour faute du titulaire.

En outre, l'établissement se réserve la possibilité de faire appel à un autre prestataire conformément aux dispositions de l'article 4 du présent CCAP.

7.2 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX LOTS N°1 ET 2

Les lots n°1 et 2 prennent la forme d'un accord-cadre multi-attributaires conclu avec un 2 opérateurs économiques au maximum, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, avec minimum et avec maximum en valeur.

L'accord-cadre du lot n°1 est conclu :

- avec un montant minimum annuel de 3 000€ HT pour chacun des titulaires,
- sans montant maximum pour chacun des titulaires, dans la limite du montant maximum exprimé par lot pour la durée totale du marché, à l'article 6 du CCAP.

L'accord-cadre du lot n°2 est conclu :

- avec un montant minimum annuel de 1 000€ HT pour chacun des titulaires,
- sans montant maximum pour chacun des titulaires, dans la limite du montant maximum exprimé par lot pour la durée totale du marché, à l'article 6 du CCAP.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande dans le respect du montant minimum du marché de chacun des titulaires et au regard du principe d'égalité de traitement.

Toutes les prestations prévues à l'annexe n°3 à l'acte d'engagement spécifique à chacun de ces lots « Bordereau des prix unitaires » (BPU), et du catalogue général remis des boissons peuvent faire l'objet de bons de commande directement émis auprès d'un des titulaires.

7.3 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX LOTS N°3 ET 4

Les lots n° 3 et 4 prennent la forme d'accords-cadres multi-attributaires conclus, avec minimum et avec maximum en valeur, avec 4 opérateurs économiques au maximum pour le lot 3, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres ; et 3 opérateurs économiques au maximum pour le lot 4, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

L'accord-cadre n°3 est conclu :

- avec un montant minimum annuel de 5 000€ HT pour chacun des titulaires,
- sans montant maximum pour chacun des titulaires, dans la limite du montant maximum exprimé par lot pour la durée totale du marché, à l'article 6 du CCAP

L'accord-cadre n°4 est conclu :

- avec un montant minimum annuel de 1 000€ HT pour chacun des titulaires,
- sans montant maximum pour chacun des titulaires, dans la limite du montant maximum exprimé par lot pour la durée totale du marché, à l'article 6 du CCAP

IMPORTANT :

En cas de circonstances exceptionnelles (cf. article 14.2 du présent CCAP) limitant les activités de l'établissement et le recours à des prestations de traiteurs, les montants minimums identifiés supra pourront être révisés à la baisse.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande dans le respect du montant minimum du marché de chacun des titulaires et au regard du principe d'égalité de traitement.

Toutes les prestations prévues à l'annexe n°3 à l'acte d'engagement spécifique à chacun de ces lots « Bordereau des prix unitaires » (BPU) peuvent faire l'objet de bons de commande directement émis auprès d'un des titulaires.

7.4 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX LOTS N°5 ET 6

Les lots n° 5 et 6 sont des accords-cadres multi-attributaires conclus sans minimum et avec maximum en valeur, avec 4 opérateurs économiques au maximum, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

Les prix proposés dans le cadre des marchés subséquents doivent être établis dans la limite des prix plafonds définis au « Bordereau des prix unitaires » (BPU) des lots n°5 et n°6.

Le titulaire a la possibilité de moduler ces prix à la baisse en fonction de la spécificité de la demande et des contraintes techniques ou logistiques.

Les marchés subséquents prendront la forme d'un bon de commande, émis sur la base du devis transmis par le titulaire.

Ces opérateurs seront remis en concurrence au moment de la survenance du besoin selon les modalités décrites à l'article 8 du présent CCAP.

Le présent accord-cadre ne définissant pas toutes les stipulations contractuelles, ces lots sont exécutés par la conclusion de marchés subséquents passés au moment de la survenance du besoin.

ARTICLE 8 – FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS (LOTS 5 ET 6)

8.1 – MODALITES DE REMISE EN CONCURRENCE

Préalablement à la conclusion de chaque marché subséquent, une mise en concurrence sera organisée entre les titulaires du lot.

La mise en concurrence est effectuée par l'envoi d'une demande de chiffrage des prestations attendues avec ou sans service. Cette demande comprend, au minimum :

- Le descriptif détaillé des prestations demandées (mets, vaisselle, mobilier, expression d'une thématique particulière, recours au service, nécessité d'autres matériels, etc.),
- Le nombre de convives,
- La date et le lieu de réalisation des prestations,
- La date limite de remise de l'offre

Les titulaires seront consultés par courriel et seront invités à déposer une offre **dans les cinq jours ouvrés suivant la réception de la demande**. Les jours ouvrés sont définis comme suit : du lundi au vendredi (*hors jours fériés*).

Cependant, en concertation avec le titulaire, ce délai pourra être réduit sur demande de l'établissement dans le cas d'une opération à caractère urgent ou, le cas échéant, augmenté pour tenir compte de la complexité des prestations attendues et du temps nécessaire à la transmission des offres.

8.2 – CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES

Le choix parmi les titulaires du lot est effectué en fonction des critères suivants :

1/ Prix TTC proposé de la prestation : entre 40% et 60%

2/ Qualité de l'offre proposée (notamment composition du menu, qualités des mets, décoration, animations éventuelles, etc.) au regard des besoins exprimés par l'établissement : entre 40% et 60%

La somme des pondérations est égale à 100%.

Afin de permettre la vérification de l'application des prix plafonds, le titulaire fournit une **décomposition détaillée de ces tarifs, notamment en scindant la part relative à la nourriture et la part relative au service**. Pour cette dernière, le titulaire indique le nombre d'intervenants mobilisés ainsi que le nombre d'heures nécessaires à la réalisation de la prestation.

8.3 – NOTIFICATION AUX TITULAIRES

La notification du rejet des offres est établie par courriel.

L'acceptation de l'offre économiquement la plus avantageuse est établie par l'émission d'un bon de commande sur la base de l'offre remise par le titulaire retenu.

L'établissement se réserve le droit de ne pas donner suite à une consultation en cas d'offres insatisfaisantes.

Le titulaire ayant été classé en 1^{ère} position se verra attribuer la réalisation de cette prestation.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU LOT N°7

Le lot n°7 prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, sans minimum et avec maximum en valeur.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande.

Toutes les prestations prévues à l'annexe n°3 à l'acte d'engagement spécifique à ce lot « Bordereau des prix unitaires » (BPU) et du catalogue général remisé peuvent faire l'objet de bons de commande directement émis auprès du titulaire.

ARTICLE 10 – DUREE DES ACCORDS-CADRES

Chaque accord-cadre est conclu pour une durée d'un an débutant au 1er janvier 2026 (par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché part à cette date) ou à la date de notification si celle-ci est postérieure au 1er janvier 2026.

Chaque accord-cadre est reconductible trois (3) fois pour une période de douze (12) mois, portant leur durée à 48 mois maximum.

Cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

L'établissement peut cependant décider de ne pas reconduire le contrat. Il en avise alors le titulaire via la plateforme des achats de l'état PLACE ou par courrier recommandé avec demande d'accusé de réception au plus tard trois mois avant l'expiration de la période en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à cette non-reconduction, dès lors qu'une telle décision du représentant légal de l'établissement ou de son délégataire lui a été notifiée.

Les bons de commande passés sur le fondement de l'accord-cadre peuvent être passés dès la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 11 – DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS (LOTS 1 A 6)

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande émis par les divers services et composantes de l'établissement au fur et à mesure de leurs besoins.

11.1 - DELAIS DE COMMANDE - MODIFICATION - ANNULATION

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

11.1.1 - Délais de prévenance

Le délai de prévenance s'entend comme le délai entre la date d'envoi du bon de commande par le service émetteur et la date de livraison des prestations.

Les délais minimums sont fixés comme suit :

N° du lot	Délais de prévenance minimums
Lots n°1 et 2	Deux (2) jours ouvrés avant la date de livraison de la prestation
Lots n°3 et 4	Trois (3) jours ouvrés avant la date de livraison (configuration normale de fonctionnement) et jusqu'à quatre (4) heures avant la livraison (cas exceptionnel). Dans ce dernier cas, le titulaire peut livrer le menu de son choix en fonction de sa production du jour.

Lots n°5 et 6	Cinq (5) jours ouvrés avant la date de livraison de la prestation
---------------	--

Important :

Un certain niveau de réactivité est attendu du titulaire pour permettre de répondre avec souplesse et rapidité à une demande impromptue de l'établissement (même si cela ne doit pas être la règle).

11.1.2 - Délais de modification

N° du lot	Délais de modification
Lots n°1 et 2	Possibilité de modifier le nombre de convives un (1) jour avant la date de livraison
Lots n°3 et 4	Possibilité de modifier le nombre de convives un (1) jour avant la date de livraison en configuration normale de fonctionnement
Lots n°5 et 6	Possibilité de modifier le nombre de convives jusqu'à deux (2) jours ouvrés avant la date de livraison.

11.1.3 - Conditions d'annulation

L'annulation d'un bon de commande peut être prononcée à tout moment par l'Université de Lorraine et peut donner lieu à indemnisation du titulaire dans les conditions suivantes :

❖ *Modalités au titre des lots 1 et 2*

Délais d'annulation	Conditions
Le jour même de la prestation	Facturation du montant total de la commande
H-24	Facturation de 30% du montant total de la commande
Au-delà	Aucun dédommagement

❖ *Modalités au titre des lots 3 et 4*

Délais d'annulation	Conditions
Le jour même de la prestation	Facturation du montant total de la commande
H-24	Facturation de 30% du montant total de la commande
Au-delà	Aucun dédommagement

❖ *Modalités au titre des lots 5 et 6*

Délais d'annulation	Conditions
Le jour même de la prestation	Facturation du montant total de la commande
H-24	Facturation de 40% du montant total de la commande
Entre H-48 et H-24	Facturation de 20% du montant total de la commande
Au-delà de H-48	Aucun dédommagement

Néanmoins, le titulaire peut préciser à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement commune aux lots n°1 à n°6 "Cadre de réponse technique" ses conditions d'annulation lorsqu'elles sont plus favorables que celles mentionnées ci-dessus. Celles-ci deviennent alors contractuelles.

11.2 - DELAIS DE LIVRAISON POUR LES LOTS N°1 A 6

11.2.1 - Délais de base

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Compte tenu de la nature des prestations, les dates et heures de début d'exécution fixées sur le bon de commande doivent impérativement être respectées.

En cas de retard d'exécution supérieur à une demi-heure par rapport à l'heure de début de la réception, et pour chaque prestation concernée, des pénalités pour retard peuvent être appliquées au titulaire, sans mise en demeure préalable, conformément aux stipulations de l'article 21.1 du présent CCAP.

En outre, en cas de retard d'exécution supérieur à quarante-cinq (45) minutes par rapport à l'heure de début de la réception fixée sur le bon de commande, l'établissement se réserve non seulement le droit de refuser l'exécution de la prestation et d'annuler sa commande, sans indemnité pour le titulaire, mais également de faire exécuter la prestation par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

11.2.2 - Prolongation des délais

Compte tenu de la nature de la prestation, les délais d'exécution fixés sont impératifs.

De ce fait, et par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, aucune prolongation du délai d'exécution ne peut être accordée par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1 - VERIFICATIONS

Les opérations de vérification sont effectuées par le service émetteur de la commande.

Par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS, les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (*examen sommaire*).

❖ Pour les lots n°1 à 6 :

Des opérations de vérifications plus approfondies sont réalisées le jour même de l'évènement.

Elles visent à contrôler :

- Que le titulaire a bien mis en œuvre les moyens définis pour réaliser la prestation (matériel, moyens humains, etc.),
- Que le titulaire a réalisé les prestations conformément aux dispositions contractuelles et au bon de commande (respect des horaires de livraison, fraîcheur des produits, température, cuisson, qualité gustative du menu, quantités, remise en état, étiquetage des paniers-repas et des plateaux-repas pour distinguer les formules...).

❖ Pour le lot n°7 :

Les opérations de contrôles portent sur :

- Le contrôle quantitatif : le comptage du nombre de colis et/ou d'articles rapprochés aux quantités portées sur le bon de commande,
- Le contrôle qualitatif :
 - La nature ou la désignation du produit rapproché aux mentions portées sur le bon de commande,
 - La conformité de l'étiquetage,
 - La salubrité des fournitures,
 - Les conditions et la conformité du moyen de transport,
 - L'état des emballages et des conditionnements.

12.2 - DECISION APRES VERIFICATION

❖ Lots n°1 à 6 :

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend sa décision conformément à l'article 30 du CCAG-FCS avec les spécificités suivantes :

- En cas de quantité insuffisante : la décision est notifiée au moment même de la livraison. Le titulaire est alors tenu de compléter sa livraison impérativement avant la tenue de l'évènement (sous peine de pénalité) ;
- En cas de quantités en excédent : la décision est notifiée au moment même de la livraison. Le titulaire est alors tenu de reprendre la marchandise en surplus et ne pourra facturer que la quantité validée par le service émetteur de la commande ;
- Dans un délai de 15 jours à compter de la date de l'évènement, l'acheteur notifie au titulaire sa décision. Au-delà ou dans le silence de l'acheteur, l'admission des prestations est réputée admise.

Si une mise en demeure restait infructueuse, l'établissement serait en droit de prononcer la résiliation pour faute sans droit à indemnité et sans nouvelle mise en demeure préalable.

❖ Lot n°7 :

Le rejet peut intervenir à la livraison lorsque les fournitures sont abîmées ou présentent une dégradation de l'emballage. Néanmoins les dommages non apparents au moment de la livraison seront signalés dans un délai de 72h maximum au titulaire.

Le titulaire doit alors en outre reprendre l'intégralité des produits non conformes et les remplacer par les produits répondant à la commande sous 48 heures.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur ou son délégataire prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 13 – AVANCE

Pour chaque marché subséquent ou bon de commande d'un montant supérieur à 3000 € HT, le montant de l'avance est égal à 30% du montant du bon de commande.

Le remboursement de cette avance s'opère dans les conditions fixées à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 14 – CLAUSES DE REEXAMEN

14.1 - EVOLUTIONS DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Le présent accord-cadre comprend une clause de réexamen relative à l'évolution des prestations de chaque lot.

❖ Lots n°1 à 6 :

Lorsque l'établissement juge que les prestations identifiées à l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des prix unitaires » afférente à l'un des lots ne correspondent pas à son besoin, il peut demander au titulaire de compléter par écrit son offre initiale (*à savoir l'offre remise au titre du marché subséquent*).

Cela peut concerner par exemple des formules alternatives de plateaux-repas non prévues au BPU, mais également des formules de buffet, cocktails, repas assis non prévues au BPU.

Lors de la survenance du besoin, l'établissement prend contact avec le titulaire via la plateforme de dématérialisation ou par courriel afin qu'il puisse déposer une offre correspondante au besoin.

Lorsqu'il est demandé au titulaire une mise à jour des prestations, celui-ci s'engage à la communiquer à l'établissement dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la réception de la demande. Cette mise à jour comprend *a minima*, les références, l'intitulé, les caractéristiques et les prix proposés.

Aussi, certains éléments du marché pourront être temporairement ou définitivement retirés, pour des motifs d'ordre environnemental ou tenant à l'évolution des attentes des convives. À titre d'exemple, l'acheteur pourra décider de supprimer la fourniture de certaines catégories de denrées, telles que la viande rouge, sans que cela n'ouvre droit à indemnisation pour le titulaire. Toute modification du périmètre fera l'objet d'une information écrite du titulaire.

❖ Lot n°7 :

Le titulaire peut faire évoluer les fournitures prévues à l'accord-cadre (par exemple : apparition d'un nouveau produit, disparition d'un produit de la gamme du titulaire, etc.).

Dans un tel cas, l'évolution se traduit par l'ajout ou le remplacement d'une fourniture ou d'une partie de fourniture au profit d'une ou plusieurs fournitures de qualité égale ou supérieure, à un coût égal ou inférieur à celui remplacé.

Le titulaire s'oblige à accorder à ces évolutions de fournitures les mêmes garanties que celles prévues au présent accord-cadre et à observer les mêmes délais d'exécution.

Lorsque le titulaire souhaite faire évoluer ses produits, il formule sa demande à l'adresse suivante : dha-metz@univ-lorraine.fr, en fournissant les références, intitulés et caractéristiques techniques de ces fournitures ainsi que le prix public et la remise consentie.

L'établissement se réserve la possibilité de supprimer une catégorie de produits, pour des motifs d'ordre environnemental ou tenant à l'évolution des attentes des convives, sans que cela n'ouvre droit à indemnisation pour le titulaire. À titre d'exemple, l'acheteur pourra décider de supprimer la fourniture de boissons alcoolisées du périmètre du lot. Toute modification du périmètre fera l'objet d'une information écrite du titulaire.

14.2 - CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES D'EXECUTION

En cas de circonstances exceptionnelles (guerre, épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure...), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- de suspendre et/ou annuler tout ou partie des prestations objet du marché
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché
- d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés à la crise.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...), mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'établissement en vue de limiter voire de prévenir la propagation de la situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

En cas d'annulation d'un bon de commande, le titulaire pourra prétendre aux conditions d'indemnisation identifiées à l'article 11.1.3 du présent CCAP.

ARTICLE 15 – PRIX DES PRESTATIONS

15.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Chaque accord-cadre est conclu à **prix unitaires en euros HT appliqués aux quantités réellement livrées**.

Les prix sont fermes pendant un (1) an à compter de la notification du marché.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport, à la livraison sur le lieu de la manifestation des fournitures et matériels (excepté les cas prévus ci-dessous), à la reprise du matériel non jetable et de mobilier, et à la facturation ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

De même, les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Pour les prestations relevant des lots 3 et 4, lorsque le seuil de 8 plateaux-repas n'est pas atteint lors d'une commande, le titulaire peut facturer un montant forfaitaire de livraison (que chaque candidat indiquera dans son BPU).

Pour les prestations relevant des lots n°1 et 2, pour toute livraison effectuée un dimanche, le fournisseur peut facturer un montant forfaitaire de livraison. Il est rappelé que le seuil minimal de commande pour ces lots est de 10 paniers-repas.

Pour les fournitures relevant du lot n°7, des frais de livraison peuvent être appliqués. Le candidat précise dans son offre le seuil de commande à partir duquel ces frais sont appliqués et le montant de ces frais de livraison.

15.1.1 - Caractéristiques des prix pour les lots n° 1 et 2

Les prix unitaires sont établis à partir :

- du bordereau des prix unitaires afférent à chaque lot,
- du catalogue général remis des boissons proposées par le titulaire.

S'agissant plus particulièrement des paniers-repas, le titulaire peut proposer 3 gammes de formule paniers-repas à des prix différents.

- Les tarifs proposés doivent être dans la fourchette de prix comprise entre **6,00 et 13,00 euros HT**.

Le montant maximum autorisé, à savoir 13,00 euros HT, est ferme pendant la première année du contrat.

Le titulaire peut proposer un tarif dégressif par formule à partir de 50 convives.

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires identifiés par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires (BPU) spécifique à chaque lot, et dans le catalogue général remis des boissons.

Ces prix unitaires, fixés en euros H.T. sur le BPU, seront appliqués aux quantités réellement exécutées et acceptées.

15.1.2 - Caractéristiques des prix pour les lots n°3 et 4

Les prix unitaires sont établis à partir :

- du bordereau des prix unitaires afférent à chaque lot,

Le titulaire doit proposer un tarif par type de plateau-repas (un tarif pour le plateau-repas standard et un tarif pour le plateau-repas réception) quel que soit le menu proposé et respecter dans son offre initiale les fourchettes hautes et basses fixées par l'établissement, à savoir :

- Le tarif unique du plateau-repas standard doit être dans la fourchette de prix comprise entre **15,00 et 20,00 euros HT** ;
- Le tarif unique du plateau-repas réception doit être dans la fourchette de prix comprise entre **23,00 et 28,00 euros HT**.

Les montants maximums autorisés, à savoir 20,00 et 28,00 euros HT, sont fermes la première année du contrat.

Le titulaire peut proposer un tarif dégressif par type de plateau-repas à partir de 50 convives.

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires identifiés par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires (BPU) et dans le catalogue général remis des boissons.

Ces prix unitaires, fixés en euros Hors Taxes sur les BPU, seront appliqués aux quantités réellement exécutées et acceptées.

Le prix des plateaux-repas comprend la fourniture de couverts, de verre et de serviette.

15.1.3 - Caractéristiques des prix pour les lots n°5 et 6

Les prix unitaires des marchés subséquents sont établis à partir :

- du bordereau des prix unitaires plafonds afférent à chaque lot,
- de l'offre remise par le titulaire après demande de chiffrage,

- du catalogue général remis des boissons proposées par le titulaire.

Les prix proposés dans le cadre de l'offre remise par le titulaire après demande de chiffrage doivent être établis dans la limite des prix plafonds définis au « Bordereau des prix unitaires ». Le titulaire a la possibilité de moduler ces prix à la baisse en fonction de la spécificité de la demande et des contraintes techniques ou logistique.

- ❖ **Le titulaire doit proposer un prix plafond par formule de buffet, quel que soit le menu proposé et respecter le tarif maximum autorisé fixé par l'établissement, à savoir :**
 - Pour la formule du buffet plat unique, le prix maximum autorisé est **13,00 euros HT** par convive ;
 - Pour la formule du buffet déjeunatoire ou dinatoire, le prix maximum autorisé est **27,00 euros HT** par convive.
- ❖ **Le titulaire doit proposer un prix plafond par formule de cocktail, quel que soit le menu proposé et respecter le tarif maximum autorisé fixé par l'établissement, à savoir :**
 - Pour la formule du cocktail apéritif amélioré, le prix maximum autorisé est de **2,00 euros HT** la pièce,
 - Pour la formule du cocktail déjeunatoire / dinatoire, le prix maximum autorisé de **2,00 euros HT** la pièce.
- ❖ **Le titulaire doit proposer un prix plafond par formule de repas assis, quel que soit le menu proposé et respecter le tarif maximum autorisé fixé par l'établissement, à savoir :**
 - Pour la formule du déjeuner ou dîner chaud assis simple, le prix maximum autorisé est **15,00 euros HT** par convive ;
 - Pour la formule du déjeuner ou dîner chaud assis amélioré, le prix maximum autorisé est **27,00 euros HT** par convive.

Pour ces prestations, les montants maximums autorisés sont fermes pendant la première année du contrat.

Le titulaire peut proposer un **tarif dégressif** par formule à partir de 50 convives.

Les prix des prestations associées fixés dans le bordereau de prix unitaires et dans le catalogue général remis des boissons sont appliqués aux quantités réellement exécutées et acceptées.

15.1.4 - Caractéristiques des prix pour le lot n°7

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix du bordereau de prix unitaires pour chacun des lots ou des prix du catalogue du titulaire diminués de la remise consentie au titre de l'offre.

Les prix unitaires fixés en euros HT sur le Bordereau des prix unitaires et sur le catalogue du titulaire sont appliqués aux quantités réellement exécutées et admises.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport, et à la facturation ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Cette disposition s'applique pour les charges et taxes actuelles mais aussi pour celles qui naîtraient d'une nouvelle réglementation.

Le taux de remise sur le catalogue par rapport au prix public mentionné par le titulaire dans le BPU est appliqué à l'ensemble des commandes concernées.

A ce titre, le titulaire communique chaque année à l'établissement, à la date anniversaire du renouvellement du marché, son catalogue indiquant ses prix publics en vigueur.

Le titulaire s'engage à assurer la livraison des produits jusqu'à l'étage sans supplément.

Des frais de livraison peuvent être appliqués. Le candidat précise dans son offre le seuil de commande à partir duquel ces frais sont appliqués et le montant de ces frais de livraison.

Le candidat peut également proposer des remises de fin d'année. Dans ce cas, il doit préciser dans son offre le montant annuel de commandes déclenchant l'application de la remise et le taux ou le montant de la remise.

15.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX

15.2.1 – Modalités de variation des prix pour les lots n°1 à 6

Les prix figurant à l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des prix unitaires » afférente à chaque lot pour les lots n°1 à 6 sont révisables annuellement à la hausse ou à la baisse lors de la reconduction de l'accord-cadre, par référence à des indices publiés par l'INSEE et selon la formule ci-dessous :

$$P = P_o \times (IAN / IAO)$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé pour les prestations de l'année suivante
- Po le prix initial figurant dans les annexes à l'acte d'engagement, à savoir le bordereau des prix unitaires afférent à chaque lot, et le cas échéant les prix unitaires relatifs au(x) complément(s) de l'offre initiale du candidat
- IA : indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 56.2 - Service des traiteurs et autres services de restauration - identifiant INSEE : 010766370
- IAO : valeur de l'indice IA au mois zéro
- IAN : valeur du dernier indice connu au mois « n »
- Le mois zéro retenu pour l'indice IA est le mois de la date limite de remise des offres,
- Le mois « n » retenu pour l'indice IA pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.
La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les prix sont fermes la première année de l'accord-cadre puis révisables chaque année en fonction des indices ci-dessus, dans la limite de la clause de sauvegarde.

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le prix révisé est arrondi au centième d'euros le plus proche.

Les prix unitaires ainsi révisés sont fermes et invariables pendant la nouvelle période du contrat.

Les tarifs applicables sont ceux connus par l'établissement à la date du bon de commande. De ce fait et par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS, le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

Les demandes de révision des prix sont prises en charge par le coordonnateur du groupement.

Aussi, le titulaire communique à la Direction des Achats et des Marchés Publics (DAMP) de l'université de Lorraine la proposition des bordereaux des prix unitaires révisés, établie sous la forme d'un fichier de type Excel en tenant compte de la formule de révision mentionnée ci-dessus avec un préavis minimum de 2 mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

De plus, s'il dispose d'un site internet au niveau duquel l'établissement peut consulter les tarifs contractuels, le titulaire s'engage à les mettre à jour en temps réel.

A défaut de transmission des prix révisés dans le délai imparti, les prix du marché ne peuvent être révisés et restent inchangés pour la nouvelle période, sans que le titulaire puisse élever de contestation sur ce point.

15.2.2 – Modalités de variation des prix pour le lot n°7

Les prix figurant à l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des prix unitaires » afférent au lot n°7 sont révisables annuellement à la hausse ou à la baisse lors de la reconduction de l'accord-cadre, par référence à des indices publiés par l'INSEE et selon la formule ci-dessous :

$P = P_o \times (IAN / IAO)$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé pour les prestations de l'année suivante
- Po le prix initial figurant dans les annexes à l'acte d'engagement, à savoir le bordereau des prix unitaires
- IA : indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 11.00 – Boissons - identifiant INSEE : 010763755
- IAO : valeur de l'indice IA au mois zéro
- IAN : valeur du dernier indice connu au mois « n »
- Le mois zéro retenu pour l'indice IA est le mois de la date limite de remise des offres,
- Le mois « n » retenu pour l'indice IA pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.
La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les prix sont fermes la première année de l'accord-cadre puis révisables chaque année en fonction des indices ci-dessus, dans la limite de la clause de sauvegarde.

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le prix révisé est arrondi au centième d'euros le plus proche.

Les prix unitaires ainsi révisés sont fermes et invariables pendant la nouvelle période du contrat.

Les tarifs applicables sont ceux connus par l'établissement à la date du bon de commande. De ce fait et par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS, le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

Les demandes de révision des prix sont prises en charge par le coordonnateur du groupement.

Aussi, le titulaire communique à la Direction des Achats et des Marchés Publics (DAMP) de l'université de Lorraine la proposition des bordereaux des prix unitaires révisés, établie sous la forme d'un fichier de type Excel en tenant compte de la formule de révision mentionnée ci-dessus avec un préavis minimum de 2 mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

De plus, s'il dispose d'un site internet au niveau duquel l'établissement peut consulter les tarifs contractuels, le titulaire s'engage à les mettre à jour en temps réel.

A défaut de transmission des prix révisés dans le délai imparti, les prix du marché ne peuvent être révisés et restent inchangés pour la nouvelle période, sans que le titulaire puisse élever de contestation sur ce point.

- ❖ Pour les fournitures **non référencées** dans le bordereau des prix unitaires, les prix sont révisables annuellement par **ajustement aux prix publics du titulaire**, le **taux de remise accordé restant ferme** pendant toute la durée du marché. A ce titre, le titulaire communique chaque année au à l'Université de Lorraine, à la date anniversaire du renouvellement du marché, son catalogue indiquant ses prix publics en vigueur.

15.3 - LA CLAUSE LIMITATIVE DITE « DE SAUVEGARDE »

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité, lorsque la révision des prix selon les modalités mentionnées ci-dessus génère une augmentation des prix initiaux supérieure à 3,00 % l'an.

La hausse des prix, pour l'application de la clause de sauvegarde, est appréciée sur l'évolution, d'une période de marché à l'autre, sur l'ensemble des bordereaux des prix unitaires valorisé avec les quantités réellement achetées sur l'année n-1.

ARTICLE 16 – PLAN DE PROGRES ET STATISTIQUES

16.1 – PLAN DE PROGRES

Dans une démarche d'amélioration continue des prestations, un plan de progrès pourra être engagé conjointement par le titulaire et l'Université de Lorraine, pilote du groupement de commande. Ce plan vise à renforcer les engagements environnementaux du présent marché, en s'appuyant sur les axes et objectifs suivants :

- Augmenter la part de produits de qualité et durable : atteindre un **minimum** de 30% (en dépense annuelle) de produits répondant aux critères de qualité et de durabilité. Les exigences de qualité et de durabilité sont celles définies par la loi EGALIM tel que précisé en annexe 1 du CCTP « Labels ».
- Augmenter la part de produits issus de l'agriculture biologique : atteindre un **minimum** de 20% (en dépense annuelle) de produits issus de l'agriculture biologique.
- Garantir une offre 100% durable et de qualité pour les viandes et produits de la mer : tous les produits carnés et halieutiques proposés dans le cadre du marché devront être issus de filières durables et de qualité.
- Réduire la consommation de viande : augmenter la part de plats et mets végétariens.
- Encourager la saisonnalité : favoriser l'intégration de produits de saison dans la conception de menus.
- Valoriser les produits locaux : encourager l'approvisionnement auprès de fournisseurs proposant des produits d'origine locale.
- Communiquer pour sensibiliser sur l'alimentation durable : apporter des informations transparentes sur les produits proposés (provenance, labels, allergènes) et s'outiller pour promouvoir une alimentation plus durable.

Cette liste n'est pas limitative. D'autres axes de progrès peuvent être définis conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

À la notification de l'accord-cadre, les parties s'engagent à élaborer conjointement avec l'établissement un plan de progrès précisant :

- Les objectifs retenus et leurs indicateurs de mesure ;
- Les actions à mettre en œuvre, réparties entre le titulaire et l'acheteur ;
- Les ressources mobilisées par chacune des parties ;
- Un calendrier prévisionnel de déploiement des actions.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir annuellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant. Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

16.2 – STATISTIQUES

A la date anniversaire du marché, le titulaire est tenu de fournir des statistiques précises à l'établissement portant sur les éléments suivants :

Pour les lots n°1 à 6 :

- Montant des achats des produits issus de l'agriculture biologique dans le cadre du marché,
- Montant des achats des produits de qualité durable (hors bio) dans le cadre du marché,
- Statistiques de consommation : type de prestation, nombre de convives, date de commande, date d'exécution des prestations, montant du bon de commande, montant de la facture, service émetteur du bon de commande des prestations facturées, et, dans la mesure du possible, la proportion des menus végétariens.

Les exigences de qualité et de durabilité sont celles définies par la loi EGALIM tel que précisées en annexe 1 du CCTP « Labels ».

Sur demande de l'établissement, le titulaire fournit les justificatifs (certificat « agriculture biologique » ou équivalent, factures fournisseurs mentionnant le signe de qualité et de durabilité du produit, fiche de traçabilité des produits, etc.).

Ce bilan statistique doit notamment permettre à l'établissement de répondre au rapportage annuel demandé par l'Etat dans le cadre de la circulaire SPE (services publics écoresponsables).

Pour le lot 7 :

- Montant des achats des produits issus de l'agriculture biologique dans le cadre du marché,
- Statistiques de consommation : référence achetée, famille de produit, date de commande, montant du bon de commande, service émetteur du bon de commande des fournitures livrées.

ARTICLE 17 – ASSURANCES

Le titulaire est couvert par un contrat d'assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il s'engage à transmettre à l'établissement dans les 15 jours suivant la notification de l'accord-cadre, une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

Si les couvertures apparaissent insuffisantes à l'établissement, celui-ci peut exiger du titulaire des protections particulières.

ARTICLE 18 – DEMANDE DE PAIEMENT

18.1 - DEMANDE DE PAIEMENT CONCERNANT L'UNIVERSITE DE LORRAINE

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'établissement de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'établissement via CHORUS PRO sont :

- SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012
- CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ
- Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-FCS, **la facture portera, outre les mentions légales :**

Le **numéro d'engagement (EJ)** fourni par l'établissement, que vous trouverez en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par **4500 suivi de 6 chiffres**).

Mentions légales d'une facture :

<http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Facturation-entre-professionnels>

- Date d'émission de la facture
- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur de l'établissement
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- Numéro individuel d'identification à la TVA du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation

- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), Rabais remise ristourne éventuelles
- Taux de TVA légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Date ou délai de paiement

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Toute demande de renseignements relatifs à la facturation peut être envoyée par courriel à l'adresse :

ac-facturier@univ-lorraine.fr

18.2 - DEMANDE DE PAIEMENT CONCERNANT LE CNRS

Conformément aux articles L-2192-1 à L-2192-4 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée : code de l'unité indiqué sur le bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0006L001512).

Les mentions légales d'une facture :

<http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Facturation-entre-professionnels>

- Date d'émission de la facture
- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur de l'établissement
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- Numéro individuel d'identification à la TVA du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), Rabais remise ristourne éventuelles
- Taux de TVA légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Date ou délai de paiement

ARTICLE 19 – MODE DE REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement avec paiement à 30 jours maximum, dans les conditions fixées par le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est la même pour toutes les parties prenantes : l'euro.

En cas de dépassement du délai de paiement, l'établissement s'engage à verser au titulaire des intérêts moratoires.

Le taux de ces intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Pour les titulaires non établis en France, le règlement s'effectue par virement à l'étranger, sauf lorsque le titulaire dispose d'un compte courant ouvert dans un établissement bancaire implanté sur le territoire français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'établissement lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 20 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des marchés subséquents, sous réserve de l'acceptation par l'établissement du sous-traitant et de l'agrément des conditions de paiement, dans les conditions fixées aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 ainsi que les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code.

ARTICLE 21 – PENALITES

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'application des pénalités qu'il encourt n'exclut pas l'application d'éventuelles décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet que l'établissement peut prendre en application de l'article 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités inférieures à 1000€ HT pour l'ensemble du marché.

Pour chacune des pénalités listées ci-après, les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

Les pénalités sont cumulatives.

En outre, le non-respect répété des engagements par un titulaire constituera un motif de résiliation du contrat.

21.1 - PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION (LOTS N°1 A 6)

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque l'heure prévue pour le début de la manifestation est dépassée, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées, par demi-heure de retard, à 1/10 de la valeur des prestations en retard. Toute demi-heure de retard entamée est due.

21.2 - PENALITES POUR REFUS DE REALISER UNE PRESTATION CONFORME AU CCTP ET AUX DELAIS DE PREVENANCE SANS JUSTIFICATIF DE L'IMPOSSIBILITE (LOTS N°1 A 7)

L'établissement se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par constat de refus de réalisation de la prestation.

En cas d'omissions répétées et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, l'établissement se réserve le droit de résilier l'accord-cadre. Après mise en demeure restée infructueuse, la décision de résiliation sera envoyée via le profil acheteur PLACE ou par courrier recommandé avec accusé de réception et prendra effet à compter de la notification de l'acte. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

21.3 - PENALITES POUR NON-RESPECT DES PRESTATIONS DEMANDEES (LOTS N°1 A 6)

En cas de prestation incomplète ou de non-respect des prestations demandées notifiées par bon de commande (quantité insuffisante, erreur de menu, etc.), l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € par constat de non-respect des prestations demandées.

21.4 - PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES MATERIELS MIS A DISPOSITION (LOTS N°1 A 6)

L'établissement se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € par constat de non-conformité des matériels mis à disposition.

21.5 - PENALITES POUR ABSENCE DE RENOUVELLEMENT DES MENUS OU LISTE DE METS (LOTS N°1 A 6)

En cas d'absence de renouvellement des menus ou liste de mets, l'établissement se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par absence de renouvellement constatée.

21.6 - PENALITES POUR ABSENCE D’AFFICHAGE DES ALLERGENES (LOTS N°1 A 6)

En cas d'absence d'affichage des allergènes pour les lots concernés (panier-repas, plateau repas, buffet, cocktail et repas assis), l'établissement se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € par défaut constaté.

21.7 - PENALITES POUR DEFAUT DE QUALITE (LOTS N°1 A 7)

L'établissement se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par constat de défaut de qualité.

21.8 - PENALITES POUR RETARD DANS LA TRANSMISSION DES STATISTIQUES (LOTS N°1 A 7)

En cas de retard dans la communication des informations prévues à l'article 16.2 du présent CCAP, des pénalités peuvent être appliquées au titulaire, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, ces pénalités sont de 10 € par jour calendaire de retard, dans la limite de 1 000 € par année civile par établissement.

Elles courent tant que les statistiques n'ont pas été réceptionnées par l'établissement.

21.9 - PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON (LOTS N°7)

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, une pénalité de 50 € pourra être appliquée par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable en cas de retard dans la livraison. Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

ARTICLE 22 – DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les litiges éventuels sont portés devant le tribunal administratif de Nancy.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'établissement lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les inscriptions sur les fournitures livrées au titre de l'accord-cadre sont en français.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

ARTICLE 23 – CLAUSES COMPLEMENTAIRES

23.1 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent marché et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande de l'établissement, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garanties des prestations.

23.2 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire, son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable de l'établissement, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance en cours d'exécution du marché.

23.3 – OBLIGATION D'INDEPENDANCE DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à ne pas être en situation de conflit d'intérêts tel que défini à l'article L.2141-10 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire se trouve, en cours d'exécution, en situation de conflit d'intérêts, il en informe sans délai l'Université.

A défaut d'une solution acceptable, l'Université se réserve la possibilité de résilier le marché selon l'article 25 du CCAP.

23.4 – DISPOSITIONS EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire utilise dans le cadre de l'exécution du présent contrat et plus particulièrement de la gestion des commandes qui lui sont faites pour le lot n°7, des données à caractère personnel relatives à des personnels de l'établissement.

A ce titre, le prestataire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, les dispositions du Règlement général sur la protection des données N°2016/679 du 27 avril 2016 et de la loi sur la protection des données personnelles N°2018-493 du 20 juin 2018.

Les données personnelles utilisées par le titulaire ne seront traitées que dans le cadre de la finalité indiquée au présent contrat (prestation du marché) et ne seront en aucun cas, sauf obligation légale ou relation contractuelle de sous-traitance, communiquées à des organismes tiers.

ARTICLE 24 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

24.1 - GENERALITES

Toute modification affectant le titulaire est impérativement portée sans délai à la connaissance de l'établissement.

Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (*extrait Kbis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.*).

24.2 - MODIFICATIONS MINEURES

Sont considérées mineures les modifications suivantes :

- modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant.

24.3 - MODIFICATIONS MAJEURES

Sont considérés majeurs tous les projets de fusion ou d'absorption de l'opérateur économique titulaire et tous les projets de cession de l'accord-cadre.

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'établissement.

Le titulaire doit informer l'établissement dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 25 – RESILIATION

Outre les différents cas de résiliation prévus au présent CCAP, les dispositions du Chapitre 7 du CCAG-FCS relatives à la résiliation sont pleinement applicables.

En particulier, conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS, si la décision de résiliation le mentionne expressément, l'établissement peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

En outre, par dérogation aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié en cas de manquement du titulaire à son obligation d'indépendance, et ce sans mise en demeure préalable ni indemnité, conformément aux dispositions de l'article 23.3 du CCP.

ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Clauses	CCAP	CCAG-FCS
<i>Documents contractuels</i>	<i>Art. 5.1</i>	<i>Art. 4.1</i>
<i>Durée des accords-cadres</i>	<i>Art. 10</i>	<i>Art. 13.1.1</i>
<i>Délais de livraison</i>	<i>Art. 11.2.2</i>	<i>Art. 13.3</i>
<i>Constatation de l'exécution des prestations</i>	<i>Art. 12.1</i>	<i>Art. 28 et 29</i>
<i>Modalités de variation des prix</i>	<i>Art. 15.2.1 et 15.2.2</i>	<i>Art. 10.2</i>

<i>Clause limitative de sauvegarde</i>	<i>Art. 15.3</i>	<i>Art. 38 et 42</i>
<i>Demandes de paiement</i>	<i>Art. 18.1</i>	<i>Art. 11.3</i>
<i>Pénalités</i>	<i>Art. 21</i>	<i>Art. 14.1 et 14.1.3</i>
<i>Protection de la main d'œuvre</i>	<i>Art. 23.1</i>	<i>Art. 6.2 et 7.2</i>
<i>Résiliation</i>	<i>Art. 25</i>	<i>Art. 41.1, 41.2 et 42</i>